

DROIT DU TRAVAIL, DROIT AU TRAVAIL, SALAIRE, PROTECTION SOCIALE... **ON NE NOUS FERA PAS TAIRE !**

Le gouvernement est pressé. Son agenda 2016 est serré et le cap, d'une année l'autre, est connu : Valls et Hollande veulent déshabiller les travailleurs de tous les droits sociaux en leur affirmant qu'ainsi dénudés ils auront bien plus facilement un emploi.

- La ministre du Travail annonce une loi de désécriture du Code du Travail dès mars, incluant le Compte personnel d'Activité en lieu et place de la protection sociale collective, un traitement libéral de la loi du temps de travail, une refonte des conventions collectives dans le sens de leur remplacement par des accords d'entreprise.

- Restera à Macron le développement du statut de « micro » ou « auto entrepreneur » à opposer statut du travail salarié. Il s'agira d'une loi Macron 2, sans doute le 18 janvier, qui, au nom des nouvelles formes d'emplois dans le numérique, appuiera les directions d'entreprises pour faire sortir du salariat nombre de leurs employés, sommés de se rebaptiser « travailleur indépendant » et d'aller essaimer ailleurs.

- Le gouvernement attend de la négociation de l'indemnisation chômage fin janvier (UNEDIC) qu'elle incite les chômeurs à la flexibilité et à la mobilité par la dégressivité des indemnités soumises plus sévèrement à des conditions d'attribution.

Confronté au danger de disparition du droit du travail et de la représentation des travailleurs, actifs, chômeurs et retraités, notre syndicalisme devrait regarder ailleurs, temporiser, jouer aux gentils partenaires sociaux dans des lieux de concertation truquée, dont l'issue est par avance déterminée par l'entente du syndicalisme institutionnalisé avec le Medef et le gouvernement ?

Le congrès de la Filpac Cgt en a décidé autrement.

Valls et Hollande veulent déshabiller les travailleurs de tous les droits sociaux en leur affirmant qu'ainsi dénudés ils auront bien plus facilement un emploi.

Le congrès de la Filpac Cgt (23-26 novembre 2015) a adopté la plate-forme revendicative suivante, qui combine la défense du droit et l'intégration des nouvelles formes de travail aux principes collectifs du droit précédent.

La Filpac CGT

- **se prononce pour l'instauration de l'urgence sociale.**
- **rejette totalement la destruction du droit social actuel et exige des droits syndicaux nouveaux.** S'il doit apparaître de nouvelles formes d'emplois, qu'elles s'intègrent dans la légalité du droit social actuel. C'est bien le statut du travail salarié qu'il faut étendre aux travailleurs précaires, et non précariser le Travail entier au nom de l'entrepreneur nomade.
- **combat la concurrence entre salariés** et s'oppose à la disparition du cadre légal remplacé par de la précarité. La charge de travail, même numérique, doit être mesurée à l'entreprise et délimitée par un contrat de travail.
- **s'engage en faveur de la défense des conventions collectives** et se prononce pour une lutte sans merci contre l'évasion et la fraude fiscale qui ruinent les budgets nationaux et les services publics.
- **s'oppose au mensonge d'État qui présente le Code du Travail comme fauteur de chômage**, et l'ensemble des lois sociales comme archaïques, s'opposant à la modernité du numérique. Au contraire, le numérique est une formidable opportunité de rassemblement de tous les salariés autour d'objectifs communs. L'un d'entre eux consiste à défendre et promouvoir la Sécurité sociale sous tous ses aspects, en l'étendant au revenu même du Travail.
- **est opposée à la réduction du salarié à son compte individuel d'activité**, défend la Sécurité sociale et le contrat de travail, générateur de cotisations sociales qui en assurent la pérennité.

De la même manière que le congrès de la Filpac CGT détermine une orientation contre l'union nationale pour la guerre dans le cadre de l'État d'exception permanente derrière Hollande, il confirme le refus de l'union sacrée avec le patronat dans la guerre économique livrée sur le terrain de la concurrence mondialisée. Le congrès estime de son devoir de contribuer à rassembler toutes celles et tous ceux qui pensent et agissent en faveur d'une alternative au capitalisme.●